Iran : le président Rohani sur la corde raide face aux manifestations

mardi 2 janvier 2018, par [GOLSHIR Ghazali](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2018).

Pour sa première intervention après quatre jours de protestations en Iran, dimanche 31 décembre 2017, le président Hassan Rohani a joué les acrobates sur la corde raide. Ce modéré a semblé tantôt favoriser les manifestants, tantôt faire un geste vers ses propres adversaires conservateurs qui demandent une répression féroce contre « les agitateurs ».

Si, dans un passage de son discours, diffusé à la télévision nationale, M. Rohani a tenté de légitimer les protestataires et leurs revendications - « pas seulement contre l'état de l'économie, mais aussi contre la corruption et l'absence de transparence », a-t-il résumé -, il a aussitôt menacé « ceux qui vandalisent les biens publics et qui sèment le désordre ».

Pour le président, le maintien d'un équilibre a été d'autant plus difficile que l'enjeu est de taille. Cette vague de contestation est la première depuis les grandes manifestations de juin 2009, à la suite de la réélection contestée de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad. Contrairement à 2009, l'usage de la force est resté, pour l'instant, relativement limité. Deux personnes auraient trouvé la mort à Doroud, dans le sud-ouest du pays, et 200 personnes ont été arrêtées samedi 30 décembre à Téhéran. Dans le centre, à Arak, l'arrestation d'une centaine de manifestants a été confirmée par les autorités.

Tensions à Téhéran

Peu avant la diffusion du discours du président, enregistré lors de la réunion du cabinet dans la journée de dimanche, certains quartiers du centre de Téhéran, entre la place Enghelab et la place Ferdowsi, ont été le théâtre de tensions entre manifestants, moins nombreux que les jours précédents, et forces antiémeutes. Des photos montrent la police qui, à l'aide d'un canon à eau, tente de disperser la foule. D'autres rassemblements ont également eu lieu dans des villes moyennes comme Chababar, dans le Sud-Ouest, ou Ilam, dans l'Ouest.

La vague des manifestations en Iran a commencé jeudi 28 décembre à Machhad, la deuxième ville d'Iran, devenue l'un des bastions des opposants au président Rohani, lesquels craignent, en raison de la politique d'ouverture vers le monde de ce dernier, la perte de leurs avantages politiques et économiques.

L'appel à descendre dans la rue, intitulé « Contre la hausse des prix », a été partagé largement sur la messagerie instantanée Telegram, très populaire en Iran. Les manifestants ont d'abord crié « Mort à Rohani », slogan qui n'a pas été entendu ailleurs depuis. Pour beaucoup d'analystes, cela laisse à penser que la manifestation de Machhad était une initiative des adversaires du président qui cherchaient avant tout à l'affaiblir.

Mais, très rapidement, les manifestants ont visé tout le système en scandant, entre autres, des slogans comme : « A bas le dictateur. » De là, la contestation s'est répandue dans la quasi-totalité du pays, y compris dans les petites villes.

Mécontentement économique

Arrivé au pouvoir en juin 2013 et réélu pour un deuxième mandat en mai 2017, le président Rohani a fait du redressement économique sa priorité. La signature, en juillet 2015, de l'accord sur le programme nucléaire iranien avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne, suivie de la levée partielle, en janvier 2016, des sanctions économiques contre Téhéran ont suscité l'espoir d'une reprise économique rapide.

Hassan Rohani est parvenu à faire baisser l'inflation à environ 10 %, contre 40 % avant son arrivée au pouvoir, mais le chômage des jeunes, notamment, reste très élevé, à 28,8 % selon les chiffres officiels. Le président iranien peine également à faire venir les investisseurs étrangers, surtout depuis l'élection à la présidence des Etats-Unis de Donald Trump, ce dernier ayant refusé de « certifier » l'accord nucléaire et menaçant d'en sortir.

Depuis le début du deuxième mandat de M. Rohani, les rassemblements organisés par des retraités, des ouvriers ou des enseignants qui n'ont pas été payés depuis des mois se multiplient. De plus, la faillite des dizaines d'établissements de prêts illégaux, créés notamment pendant la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, fait rage dans le pays et pousse de nombreux épargnants à protester régulièrement devant différentes organisations gouvernementales, pour réclamer des dédommagements. Ce climat de mécontentement économique, mêlé aux frustrations plus profondes liées à la stagnation politico-sociale, peut expliquer l'étendue inédite de la contestation.

Méfiance des réformateurs

Contrairement à tous les rassemblements depuis 2009, les manifestations de ces derniers jours n'ont mentionné aucun des deux leaders de l'opposition, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, assignés à résidence depuis 2011. C'est l'une des raisons pour lesquelles les réformateurs iraniens qui soutiennent la présidence de M. Rohani suivent avec beaucoup de méfiance un mouvement qui reste à ce stade sans leadership.

De nombreux Iraniens qui sont pourtant descendus dans la rue en 2009 et qui ont plus tard voté pour Hassan Rohani gardent également leurs distances. « Ce qui se passe en ce moment est une étape sur la bonne voie, explique Mohammad, un jeune Iranien appartenant à cette catégorie. Mais nous avons payé un prix fort pour nos comportements trop impulsifs. Aujourd'hui, nous avons besoin de patience et d'intelligence. »

Dimanche, Hassan Rohani a fait preuve d'habileté, espérant sans doute que la contestation s'éteigne sans recours à la force. Le président a notamment appelé les Iraniens à « avoir à l'esprit la situation délicate régionale ». Une référence à l'Irak et à la Syrie, deux pays ravagés par des années d'instabilité politique et de guerre.

P.-S.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/01/01/iran-le-president-rohani-sur-la-corde-raide-face-aux-manifestations_5236395_3218.html#rRzcgeRdcP0umFxD.99